Chère Madame la présidente Arendt,

Cher Premier Ministre Bettel,

Chères ministres,

Chers députés,

Mme Valvason vous a déjà expliqué le contexte de la pétition et vous a donné un aperçu sur le débat concernant les communications mobiles et la 5G.

*J’interviens ici en tant que représentant de l'organisation allemande de protection des consommateurs* ***diagnose-funk*** *et je tenais à souligner deux aspects du litige dans le domaine des communications mobiles : le cartel ICNIRP d’une part et la mise en œuvre de mesures de précaution dans le cadre des technologies de communications mobiles existantes d’autre part.*

Les résultats des études internationales suscitent beaucoup de préoccupations et requièrent la mise en place d’une une politique de précaution. C’est ce que demandent e.a. les services et comités scientifiques du Parlement européen et les associations de médecins spécialistes en maladies environnementales en Allemagne, Suisse, Italie et Autriche. Compte-tenu de ces études, les villes et les municipalités assument également leur responsabilité concernant la santé de leurs administrés et demandent un arrêt du déploiement de la 5G comme c’est le cas de 600 communes en Italie, les métropoles de Marseille et de Lyon et 9 autres villes de France (pour ne rester qu’en Europe). Ce débat est mondial et est soutenu par les 252 scientifiques de 43 pays qui ont signé l'International EMF-scientist-Appeal de 2016 (appel international des scientifiques des champs électromagnétiques) et qui, à eux seuls, représentent environ 2/3 de la recherche mondiale sur les champs électromagnétiques haute fréquence et sur leurs effets.

L'ICNIRP, la Commission internationale pour la protection contre les rayonnements non ionisants, a une position complètement différente. Elle dit qu'il n'y a aucune preuve ou suspicion de risques pour la santé. Une politique de précaution n'est donc pas nécessaire. L'opinion de l'ICNIRP domine dans la plupart des pays européens dans leur attitude fondamentale à l'égard de la technologie de la téléphonie mobile.

L'ICNIRP est carrément un lobby de l'industrie ! Adhérer à son point de vue signifie exposer la population sans aucun moyen de défense aux dangers des radiations.

* Que l’ICNIRP soit un lobby à la solde de l’industrie a été détaillé dans un rapport de 100 pages publié en juin 2020, à l’initiative des députés européens Michele Rivasi et Klaus Buchner.
* Les scientifiques Hardell et Carlberg, analysent très bien, via leurs contributions dans les Oncology Letters, sur quels pieds d'argile reposent les argumentations de l'ICNIRP.
* Et la façon dont l'ICNIRP agit comme un cartel, fermement ancré dans les organes de protection les plus importants d'Europe et sur lesquels il exerce une influence majeure lors des prises de décisions, le décrit le réseau de journalistes d'Investigate Europe déjà depuis début 2019.

L’ICNIRP, fermement ancrée à l'industrie, ne mène pas un débat scientifique sérieux et factuel, mais s’emploie simplement à protection des produits de la téléphonie mobile.

Confondre les citoyens et les laisser dans le noir est un des moyens. Mais le véritable destinataire de cette remise en cause des connaissances scientifiques savamment organisée est le pouvoir politique.

L'objectif est de rendre le pouvoir politique incapable d'agir - d'empêcher par tous les moyens une politique de prévention concernant les dangers de la téléphonie mobile, une protection active de la santé et des changements fondamentaux dans le cadre réglementaire actuel.

**Il faut utiliser la technologie de façon judicieuse!**

**Une politique de prévention est possible - et peut être mise en œuvre immédiatement.**

Le moteur de l'expansion du réseau mobile est le besoin toujours grandissant de données via l’accès mobile à Internet. La téléphonie mobile et les SMS stagnent presque.

Comment répondre à ce besoin sans augmenter l'exposition aux rayonnements? Plus de données avec moins de rayonnement - comment ça marche?

* Près de 80% du trafic de données sur les réseaux cellulaires est le streaming vidéo
* 80% du trafic de données mobiles est généré par des utilisateurs à l'intérieur (maison ou bureau).
* Dans les pays européens, il y a généralement trois fournisseurs de téléphonie mobile chacun pour sa part de marché. En fait, chacun de ces fournisseurs de services exploite jusqu'à quatre réseaux cellulaires en parallèle (GSM, LTE 800, LTE 2600, (UMTS) 5G). En outre, il existe des radios publiques (TETRA / TERAPOL), des radios mobiles ferroviaires (GSM900 / LTE900), des réseaux WLAN semi-publics et publics, etc.

Dans le problème réside la solution. Nous avons besoin:

* D’une séparation claire entre l'approvisionnement indoor (domicile, bureau) et outdoor en termes d'offre de capacité avec les services mobiles
* D’un déploiement capillaire du réseau de fibre optique, de préférence effectué par l'État ou des autorités locales, ce qui est fondamental
* d'un seul réseau mobile performant pour tous - tout comme il n'y a qu'une seule autoroute entre le Luxembourg et Trèves, et pas une autoroute pour chaque constructeur automobile. Une dizaine de réseaux cellulaires exploités en parallèle ont besoin d'une infrastructure multiple, qui dégradent au passage le paysage naturel et urbain, ont une consommation électrique exorbitante et provoquent la multiplication de l'exposition aux rayonnements due à une charge continue exponentielle, comme c'est le cas actuellement.
* Et pour finir nous avons également besoin de nouvelles valeurs limites et de valeurs de précaution médicalement supportées et qui protègent réellement.

Avec ces quatre mesures réglementaires, une politique de précaution pourrait être mise en œuvre immédiatement avec la technologie existante.

L'application des nouvelles technologies mobile par rayonnements basées sur la lumière et l'infrarouge - 7G - n'est même pas encore mentionnée ici (en tant qu’alternative viable).

Les valeurs limites applicables au Luxembourg de 3 V / m - qui n'excluent pourtant pas une exposition de pointe extrêmement plus élevée - pourraient donc être largement respectées et même largement inférieures. Nous pouvons, et devrions - non, nous devons fonder notre future politique de communication mobile sur les valeurs de précaution de la Commission d'évaluation technologique de l'UE de l’année 2000.

0,2 V / m est la valeur que les médecins européens experts en médecine environnementales et les scientifiques indépendants du monde entier exigent depuis longtemps. Avec cette valeur, **chaque appartement** doit et peut redevenir un véritable **abri** - une zone blanche - sans irradiation forcée en provenance de l'extérieur et d'à côté.

Chère Commission,

Si vous ne discutez pas des risques, vous ne pouvez pas les écarter, au contraire. Vous les acceptez et donnez ainsi à l'industrie les mains libres pour transformer notre pays en simple marché pour ces produits et applications numériques qui accélèrent la catastrophe climatique et la destruction de notre environnement et surchargent notre atmosphère avec des rayonnements micro-ondes encore plus nocifs.

Les **clichés de progrès et les mythes** utilisés pour vendre la 5G sont les emballages marketing. Seule une **évaluation technologique complète** nous permet de savoir ce que nous pouvons faire avec la numérisation en général, la technologie cellulaire et la 5G en particulier, mais surtout ce que nous ne devons pas faire.

La controverse est complètement dépassée. Les solutions sont sur la table.

Le pouvoir politique doit agir pour enfin mettre en œuvre une politique de prévention cohérente qui mérite ce nom en matière de communications mobile, qui respecte le droit européen et rend justice à notre conception de base de la responsabilité.

Merci beaucoup pour votre attention et l'opportunité d'en discuter avec vous.

Jörn Gutbier, 6 octobre 2020

Président de Diagnose-Funk